

L'ANDES SOUTIENT LA MOBILISATION GÉNÉRALE EN FAVEUR DU SPORT FRANÇAIS

A la suite des différentes annonces en matière budgétaire pour le sport français, et les nombreuses réactions au sein de son réseau, l'Association nationale des élus du sport (ANDES) tient à faire part de sa profonde inquiétude et de ses craintes pour l'avenir du sport français.

Tout d'abord, dans le cadre du projet « Action publique 2022 », c'est une nouvelle baisse prévisionnelle de -6.2 % du budget du Ministère des sports en 2019 (450M€ soit 30M€ de moins), qui a été annoncée. Ajoutée à la diminution de moitié des crédits CNDS, cette diminution s'inscrit dans le prolongement des réductions successives depuis une dizaine d'années.

Alors que les Jeux olympiques et paralympiques en 2024 à Paris doivent servir d'aiguillon pour une France active et sportive, le Budget sport de l'Etat- le plus faible de la Nation avec 0.13% du PIB – a servi à nouveau de variable d'ajustement.

Concernant la suppression de 1 600 postes ETP d'ici 2022, correspondant au nombre de Conseillers techniques mis à dispositions auprès des fédérations et à plus de la moitié des effectifs du Ministère des sports, cette annonce interpelle désormais sur le rôle et sa capacité à accompagner l'évolution du modèle sportif et à pallier les inégalités d'accès à la pratique.

Après la réduction drastique des effectifs des services des sports dans les Directions départementales (DDCSPP) puis le regroupement des Directions régionales (DRJSCS), ces orientations auront un impact considérable sur l'avenir du sport français.

Selon la lettre de cadrage du Premier ministre, cette « transformation va laisser un espace aux collectivités et au mouvement sportif à qui l'Etat souhaite donner la main ».

Ce recentrage de l'Etat vers le sport de haut niveau et son désengagement avéré vis-à-vis de ces missions vers le sport pour tous auront des conséquences sur le maintien du service public du sport dans les territoires. En effet, les collectivités territoriales et notamment les communes ne pourront assumer à elles seules les dépenses liées au sport, avec notamment la charge et l'enjeu majeur de la rénovation d'un parc sportif vieillissant avec plus de 22% des installations ayant 50 ans d'âge.

Faut-il le rappeler, les Communes sont déjà de loin le premier financeur public du sport en France, avec plus de 12 milliards € de dépenses publiques par an, la propriété et la gestion de 200 000 installations (soit 80% du patrimoine sportif) et 37 000 espaces et sites de nature.

A cela s'ajoute les installations mises à disposition gracieusement auprès des 300 000 associations sportives en France, que les communes soutiennent à hauteur de 1.3 Mds €/an, soit plus d'un tiers de leur budget annuel en moyenne. Leurs efforts et leurs contributions sont plus que déterminants pour que la France active et sportive rayonne.

Ce sont les élus locaux en charge du sport qui sont au contact quotidien des associations et qui connaissent parfaitement leurs problématiques de terrain et leurs inquiétudes. Aujourd'hui, ces mêmes artisans du sport dévoués à leur territoire connaissent de nombreuses difficultés pour servir leurs citoyens.

Au-delà des chiffres et de l'aspect conjoncturel, l'ANDES est consciente de la nécessité de revoir en profondeur l'organisation générale du sport en France, son efficacité et l'optimisation des moyens publics et privés.

Avec plus de 35 millions de pratiquants, l'enjeu sociétal du sport pour tous est essentiel pour la Nation, que ce soit en matière de santé, de lien social, d'éducation mais également de vecteur économique et d'emplois.

Le poids des activités physiques et sportives dans la vie quotidienne des français est incontournable et prégnant, avec l'accroissement du temps libre des concitoyens et les enjeux de leur santé, il le sera encore plus dans les années à venir.

C'est la raison pour laquelle, l'ANDES soutient la mobilisation générale du Monde sportif dans l'objectif d'obtenir des moyens adéquats de financement du sport français avec le dé plafonnement des taxes affectées au sport, et souhaite aller plus loin encore.

De nombreuses propositions d'initiatives convergent vers une forte volonté de marquer la force du tissu associatif et de valoriser les enjeux des activités physiques et sportives.

L'ANDES définira sa stratégie globale lors du prochain conseil d'administration à Lyon le 20 septembre.

L'ANDES, un lieu d'échanges et de partage

L'association a pour mission de défendre les intérêts des collectivités locales dans le domaine du sport. Elle assure une représentation active des adhérents au sein des instances décisionnaires et développe une politique partenariale avec le mouvement sportif. L'Andes a également pour objectif de capitaliser et échanger sur les expériences des élus locaux et de les accompagner dans la mise en place de leur politique sportive. Pour cela, l'association propose de nombreux outils d'aide à la décision à destination de ses adhérents.